RAPPORT ANNUEL

2021

LA VIA CAMPESINA

RAPPORT ANNUEL

2021

Mars 2022

SOMMAIRE

A RAPPORT D'ACTIVITÉS | 2021 : BILAN DE L'ANNÉE 1

B GRANDS AXES DE TRAVAIL DE LA VIA CAMPESINA EN 2021 4

B.1. AGROÉCOLOGIE, SEMENCES PAYSANNES ET BIODIVERSITÉ : TEMPS FORTS DE 2021 5

B.2. DEFENSE DE LA TERRE, DE L'EAU ET DES TERRITOIRES ET CONTRE LES MULTINATIONALES DE L'AGRIBUSINESS : TEMPS FORTS DE 2021 7

B.3. LES DROITS DES PAYSAN·NES ET AUTRES TRAVAILLEUR·EUSES DES ZONES RURALES : TEMPS FORTS DE 2021 8

B.4. DROITS DES TRAVAILLEUR·EUSES MIGRANT·ES ET SAISONNIER·ES : TEMPS FORTS DE 2021 10

B.5. POUR DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DÉFENSE DE L'AGROÉCOLOGIE ET DE L'AGRICULTURE PAYSANNE : TEMPS FORTS DE 2021 11

B.6. POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE : TEMPS FORTS DE 2021 13

B.7. POUR DES MARCHÉS PAYSANS LOCAUX ET CONTRE L'OMC ET LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE : TEMPS FORTS DE 2021 14

C ARTICULATION DES FEMMES : TEMPS FORT DE 2021 15

D ARTICULATION DES JEUNES : TEMPS FORTS DE 2021 17

E AUTRES PROCESSUS MONDIAUX : TEMPS FORTS DE 2021 9

E.1. RÉACTIONS À LA CRIMINALISATION DE NOS LUTTES ET À LA RÉPRESSION 19

E.2. PROCESSUS DE PAIX EN COLOMBIE 20

E.3. CONSTRUIRE LE MOUVEMENT DANS LA RÉGION ARNA ET SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE 20

E.4. ACTIONS DE SOLIDARITÉ AVEC LES MOBILISATIONS PAYSANNES EN INDE 21

E.5. NYÉLÉNI 22

E.6. SOUTIEN ET AIDES D'URGENCE 22

E.7. ENGAGEMENT AUX CÔTÉS DES ALLIÉS 23

F RENFORCEMENT DU MOUVEMENT : TEMPS FORTS DE 2021 24

F.1. FORMATION 24

F.2. COMMUNICATION 25

F.3. SYSTÈME D'INTERPRÉTATION ET DE TRADUCTION 27

F.4. AUTONOMIE FINANCIÈRE 27

F.5. TRANSITION DU SOI 28

G ET DEMAIN ? 29

A RAPPORT D'ACTIVITÉS | 2021 : BILAN DE L'ANNÉE

IMAGE: La Via Campesina

L'année 2021 a marqué un quart de siècle depuis que La Via Campesina a commencé à mettre en avant la vision de la souveraineté alimentaire comme cadre de développement et de mise en œuvre de politiques publiques de l'alimentation et de l'agriculture. Lors du Sommet Alimentaire Mondial de 1996, dans un débat autour de l'organisation des systèmes alimentaires mondiaux, La Via Campesina a proposé ce terme de souveraineté alimentaire. Celui-ci mettait l'accent sur l'importance des petit•es producteur•rices, la sagesse accumulée pendant des générations, sur l'autonomie et la diversité des communautés rurales et urbaines et sur la solidarité entre les peuples comme autant de composants permettant d'établir des politiques alimentaires et agricoles.

Alors que nous fêtions ces 25 ans de luttes collectives, notre cri de ralliement de « Pas de futur sans souveraineté alimentaire » a une fois de plus été l'étendard de nombreux membres du mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire. Cette solidarité s'avère vitale alors que les grandes multinationales gagnent du terrain au sein des grandes institutions, où elles influencent les décisions politiques. Le Sommet sur les systèmes alimentaires 2021 (UNFSS) en a été le parfait exemple : de grandes organisations philanthropes et les lobbyistes d'entreprises de l'agrobusiness ont cherché à façonner « l'avenir des systèmes alimentaires » en excluant et en marginalisant les mouvements de producteur•rices. La COP 26 de Glasgow fut un autre de ces moments durant lesquels la tentative de détournement de la politique mondiale s'est révélée dans toute son ampleur. Pour y répondre, La Via Campesina a rejoint différents mouvements sociaux et alliés pour créer un contre récit et co-organiser des campagnes sur les réseaux sociaux (#NotInMyName et #FoodSystems4People) aux côtés d'autres membres de la société civile et en publiant des articles dans de grands médias.

Tous les collectifs thématiques de La Via Campesina ont organisé pendant l'année des ateliers, forums et séances de formation, ciblant les jeunes et les femmes et traitant des différents piliers de la souveraineté alimentaire. Ces espaces ont été l'occasion d'approfondir des thèmes variés – notamment la pertinence de Déclaration des Nations unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) ; l'épée de Damoclès que représente le monopole du contrôle de la numérisation de l'agriculture ; la façade des « solutions basées sur la nature » mises en avant par les

lobbys ; le rôle de la jeunesse et des femmes pour promouvoir l'agroécologie paysanne ; le besoin urgent de développer un pacte de solidarité mondial pour les personnes migrantes et les réfugié•es.

Au cours de ce travail de promotion de politiques publiques respectant les droits des paysans, La Via Campesina a assuré le maintien de sa participation active au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), de la Décennie de l'agriculture familiale et de nombreux autres espaces nationaux et régionaux liés à ces institutions. En septembre, La Via Campesina a obtenu la position de second vice-président du Comité directeur international de la Décennie de l'agriculture familiale (UNDFF). De plus, durant l'année, des délégué•es représentant La Via Campesina se sont exprimé•es au sein de différents forums, tels que le sommet spécial du CSA en février, un groupe visant à améliorer les systèmes d'agriculture durables (en mai), la conférence mondiale sur « L'agriculture familiale au cœur des systèmes alimentaires durables » (en novembre) et une série de réunions préparatoires du comité de pilotage de l'UNDFF. La Via Campesina est intervenue pour la première fois lors de la plénière officielle de la COP 26 et a réaffirmé le besoin de politiques publiques inclusives pour une vie rurale digne et reconnaissant le rôle des communautés rurales dans la mise en œuvre de solutions climatiques.

Tandis que nous progressions sur de nombreux fronts, 2021 a mis la vie des paysans, travailleur•euses et peuples indigènes du monde entier face à de nombreuses difficultés et perturbations. En fin d'année, la pandémie avait déjà fait plus de 2 millions de morts dans le monde et affecté des millions de travailleur•euses. Les inégalités d'accès et de disponibilité des vaccins ont sapé les efforts de reconstruction et de relance, surtout dans les pays les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Au nom de La Via Campesina, nous avons exigé le droit à des soins de santé publics et gratuits pour tous les peuples tels que définis par l'article 23 de l'UNDROP, notamment aux processus de prévention, à la vaccination et à des traitements à long terme. Les vaccins ne devraient pas être brevetés ni laissés sous le contrôle de grands groupes transnationaux. Les tensions géopolitiques et conflits commerciaux entre les économies développées ont également été la cause d'importantes perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cela a eu des conséquences sur les prix de l'alimentation et les prix de produits agricoles vendus sur les marchés mondiaux tels que les engrais, les pesticides et même les carburants. Le FFPI, l'indice FAO des prix des produits alimentaires, a atteint 140,7 points en février 2022, une hausse de 5,3 points (3,9%) par rapport à janvier et 24,1 points (20,7%) de plus que l'année précédente. La hausse des prix de l'alimentation aggrave la faim dans le monde, déjà en augmentation continue depuis 2015. La pandémie et les conflits, famines, aléas climatiques ne font qu'aggraver la crise de la faim et révéler l'incapacité d'un système agro-alimentaire mondial dominé par les transnationales à être à la hauteur des défis que l'humanité doit relever.

Cependant tout n'était pas non plus sombre en 2021. La contre-attaque des peuples et communautés indigènes a également eu sa place dans l'année. L'Inde a en effet été le théâtre d'une des plus grandes mobilisations paysannes de l'histoire récente, en opposition à une panoplie de réformes des marchés que le gouvernement national avait voulu entériner quasiment sans consulter les organisations d'agriculteur•rices. Les manifestations massives, ayant duré plus d'un an, ont montré la résilience et l'unité des mouvements sociaux. Le gouvernement Indien a donc finalement reculé sur les trois lois controversées. Il a promis de mettre en place un processus de consultation pour définir un programme de soutien à l'agriculture fiable et garanti juridiquement. La mobilisation des Indien.nes et leur victoire ont inspiré les mouvements paysans du monde entier, de nombreux membres de La Via Campesina ont d'ailleurs exprimé leur solidarité avec #ShineOnIndiasFarmers et #SaluteToIndiasFarmers.

2021 a également été le moment d'une transition dans la vie et la croissance de La Via Campesina. Le 30 novembre, Le Secrétariat Opérationnel International (SOI) de La Via Campesina a officiellement déménagé à Bagnolet, en France, pour être accueilli par la Confédération Paysanne au nom de la Coordination Européenne de La Via Campesina (ECVC), la coordination des organisations membres de La Via Campesina (LVC) en Europe.

Nous restons ainsi dans la tradition de rotation du SOI. Fondée en 1993, La Via Campesina – le mouvement international paysan comprenant aujourd'hui 182 organisations membres dans 81 pays a basé son SOI à Bruxelles (1993-1996), Tegucigalpa, Honduras (1996-2005), Jakarta (2005-2013) et Harare (2013-2021). Morgan Ody, petite maraîchère de Bretagne, France, a été nommée Coordinatrice Générale de La Via Campesina, à la suite d'Elizabeth Mpofu du ZIMSOFF, Zimbabwe (de 2013 à 2021).

Morgan est également une représentante dynamique de la Confédération Paysanne, l'organisation membre de La Via Campesina en France. Elle est par ailleurs membre du bureau de Coordination International de LVC (représentante de l'Europe) et représentante d'ECVC (branche régionale européenne de LVC).

Avec ce déménagement en Europe, le mouvement achève son premier cycle de rotation, fort de sa riche histoire des mobilisations, de luttes et de victoires paysannes. Durant plus de 20 ans, La Via Campesina a travaillé avec alliés et syndicats du monde entier pour construire une vision collective, un plan et une plateforme pour la souveraineté alimentaire dans tous les territoires. Le mouvement a insisté sur l'importance de la réforme agraire, de la paix sociale et du féminisme paysan comme condition de cet objectif qui trouve à présent un écho dans toutes les sociétés progressistes.

La transition vers l'Europe permet au mouvement d'apporter cette riche histoire et cette expérience aux portes mêmes des institutions de gouvernance internationales du continent.

Le Secrétariat Opérationnel International en Europe continuera à recevoir son mandat du Comité de Coordination International de La Via Campesina. Le CCI est un collectif composé de 22 paysan•nes et leaders indigènes élu•es venant d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques. Son rôle est d'assurer le suivi des objectifs définis lors de la Conférence Internationale, qui a lieu tous les quatre ans.

IMAGE: La Via Campesina

B GRANDS AXES DE TRAVAIL DE LA VIA CAMPESINA EN 2021

IMAGE: La Via Campesina

25 ans des luttes pour la souveraineté alimentaire !

Tel qu'expliqué ci-dessus, 2021 a notamment marqué le quart de siècle de nos luttes collectives pour porter la souveraineté alimentaire dans tous les territoires. Ce qui a débuté par une vision paysanne de l'avenir de nos systèmes alimentaires s'est aussi mué en un cadre de politiques publiques trouvant écho au sein des mouvements paysans, en principes constitutionnels de gouvernements progressifs, et en cadres politiques dans des organisations internationales telles que la FAO. La Via Campesina et ses alliés du CIP et d'ailleurs ont résolument lutté pour cette vision de défense de l'autonomie des peuples dans la construction de systèmes alimentaires résilients et respectant les diversités territoriales et locales, les cultures, le climat et les goûts. Sans oublier bien sûr l'importance de la santé des économies locales.

Ainsi en 2021, ce grand thème des « 25 ans des luttes pour la souveraineté alimentaire » a irrigué tous les travaux et toutes les actions du mouvement. Un communiqué publié par La Via Campesina à l'occasion de la « Journée internationale des luttes paysannes »

Les collectifs et articulations de La Via Campesina, de quoi s'agit-il ?

La Via Campesina reconnaît que les luttes pour la souveraineté alimentaire sont multidimensionnelles et que chacune requiert un soin particulier et une pensée stratégique. Le mouvement a développé des collectifs de travail thématiques, comprenant des membres d'Asie, d'Afrique, d'Europe, d'Amérique du Sud, d'Amérique Centrale et du Nord. Ces collectifs thématiques sont : le collectif agroécologie, semences paysannes et biodiversité, le collectif terre, eau et territoires, le collectif droit des paysan•nes, le collectif justice climatique et environnementale, le collectif droits des travailleur•euses migrant•es et saisonnier•es, le collectif politiques publiques en défense de l'agroécologie et des droits paysans, le collectif multinationales et agrobusiness et le collectif contre l'OMC et les accords de libre-échange.

De plus, La Via Campesina reconnaît et attache la plus grande importance aux droits des femmes paysannes et des jeunes dans toutes les prises de décision et espaces de travail du mouvement. Le mouvement a créé deux espaces : l'articulation des femmes et l'articulation des jeunes, où l'on retrouve des membres de chaque région, pour articuler les principes d'un féminisme paysan populaire ainsi que les attentes et aspirations de la jeunesse paysanne. Des membres de ces deux articulations participent également aux différents groupes de travail, afin d'y porter points de vue et expériences diverses.

Enfin, le mouvement se réjouit de la riche diversité de nos membres. Il a créé trois collectifs de travail dont le but est de bâtir et d'échanger des savoirs, de bâtir aussi une autonomie et de favoriser la pensée stratégique et de réfléchir à la communication. Ces trois collectifs de travail internes sont respectivement : le collectif formation et construction du mouvement, le collectif construction de l'autonomie financière et le collectif communication – ils jouent un rôle clef pour rassembler nos membres dans leur diversité et consolider les luttes mondiales pour la souveraineté alimentaire.

1 Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire (CIP) est une plateforme autonome et auto-organisée de petit•es producteur•rices et organisations de travailleur•euses agricoles et de mouvements sociaux de base et des communautés pour mettre la Souveraineté Alimentaire à l'ordre du jour au niveau mondial et régional.

(le 17 avril) a rappelé au monde entier le chemin parcouru et demandé à nos membres de reforger ces luttes pour les 25 années à venir.

Sous la bannière commune #NoFutureWithoutFoodSovereignty, différentes actions solidaires, webinaires, formations et événements se sont déroulés cette année. Ces activités ont atteint leur summum à l'occasion du 16 octobre et de la Journée internationale d'action pour la souveraineté alimentaire et contre l'agrobusiness.

La suite de ce rapport détaillera comment chaque collectif de travail de La Via Campesina a agi pour répondre à cet appel d'unification des luttes en faveur de la souveraineté alimentaire.

B.1 AGROÉCOLOGIE, SEMENCES PAYSANNES ET BIODIVERSITÉ : TEMPS FORTS DE 2021

IMAGE: La Via Campesina

B 1.1 – Alliances politiques et travail de plaidoyer

Les délégué•es de La Via Campesina, par le biais du Mécanisme de la Société Civile et des peuples autochtones (MSC), ont participé cette année à des négociations pour déterminer les recommandations politiques et autres approches novatrices pour l'agriculture durable et les systèmes alimentaires, sous l'égide du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA).

Cependant, à la grande déception des autres membres du MSC et des mouvements sociaux, les recommandations finales du CSA semblent normaliser des arrangements respectant la répartition actuelle du pouvoir et des ressources. Les intérêts d'une poignée d'acteurs de l'agro-alimentaire influents et de pays exportateurs dominants sont bien protégés, tandis que les petit•es producteur•rices et les pays à faible revenu et faible production alimentaire sont laissés de côté. La Via Campesina a signé à cet égard une note de dissension publiée par le MSC. Les négociations ayant eu lieu en ligne et la pression temporelle pour atteindre un consensus ont mené à un résultat inéquitable. Les débats ont été clos prématurément et les inégalités de participation n'ont pas été correctement prises en compte. Le fait que l'optimisation de l'usage des pesticides fasse partie des recommandations va à l'encontre de notre lutte collective pour la sécurité alimentaire et contredit les accords des Nations Unies existants, les cadres politiques et les recommandations sur l'usage des pesticides et la gestion des produits chimiques.

Plus tard cette même année, les « Amis de l'agroécologie » de la FAO ont invité les membres du Collectif à participer à deux ateliers sur l'Outil d'Évaluation des Performance en Agroécologie ou TAPE les 12 et 15 novembre 2021.

B 1.2 – Rencontres internationales et partenariats

Dans le cadre des 25 ans de la souveraineté alimentaire, en octobre 2021, le collectif, en convergence avec l'articulation des jeunes internationale a mené un grand « Forum Virtuel International » intitulé « Jeunes et agroécologie : 25 ans de semaisons pour la souveraineté alimentaire ». Ce forum a permis plus de trois heures d'échanges d'expériences et de pratiques agroécologiques entre les quatre continents, presque tous dirigés par des jeunes et des femmes de La Via Campesina. Il a fourni un espace permettant de détailler les multiples pratiques agroécologiques locales, mais il a aussi mis au premier plan l'importance de jeunes formé•es, actif•ves, conscient•es et engagé•es dans les luttes pédagogiques nécessaires à la construction de la souveraineté alimentaire.

B. 1.3 – Actions mondiales de solidarité

En décembre 2021, La Via Campesina a rejoint ses alliés pour une semaine d'action mondiale contre L'Union internationale pour la Protection des Obtentions Végétales (UPOV). L'UPOV a été créée en 1961 par quelques pays européens afin de permettre aux horticulteur•rices d'imposer une propriété intellectuelle sur les semences semblable à celle des brevets. Elle s'appelle protection des variétés végétales. Les accords de libre-échange exigent souvent des pays qu'ils adoptent ou imitent les règles de l'UPOV. La mobilisation coordonnée de la société civile a attiré l'attention sur le rôle de l'UPOV dans la privatisation des semences et sur la menace que cela constitue pour la souveraineté alimentaire. Elle a en outre mis en avant des exemples de législations pro-paysannes pour les semences et dénoncé le rôle joué par les accords de libre-échange dans la privatisation des semences partout dans le monde.

B. 1.4 – Initiatives régionales

Au Mali, la CNOP coordonne une « plateforme nationale pour l'agroécologie paysanne » aux côtés d'autres organisations de la société civile. Leur but : défendre des politiques favorables à l'agroécologie paysanne et organiser des activités et formations communes cohérentes.

En Afrique de l'Ouest, la région a organisé du 6 au 9 octobre 2021 une formation sur l'entreprenariat agricole pour les femmes et les jeunes.

La CLOC, Coordination Amérique Latine de La Via Campesina, a organisé trois ateliers entre octobre et décembre 2021. On a cherché à y analyser la numérisation de l'agriculture et la dématérialisation ainsi que le rôle de l'UNDROP dans la promotion des pratiques agroécologiques.

Durant le mois d'avril, le MST avait déjà dépassé les 100 tonnes de nourriture donnée et distribué plus de 16 mille repas aux communautés pauvres du pays. Les actions de solidarité ont eu lieu du 10 au 21 avril, lors de la campagne nationale des luttes en défense de la réforme agraire d'avril. Ainsi qu'en mémoire des 25 ans du massacre d'Eldorado dos Carajás.

En Asie du Sud, un magazine important a rédigé un article repris en couverture sur le travail de Karnataka Rajya Raitha Sangha et l'école d'agroécologie Amritabhoomi et sa promotion des pratiques agricoles naturelles. Le média a examiné comment des collectifs dirigés pas des femmes se sont avérés cruciaux pour diffuser les principes de l'agriculture agroécologique de village en village.

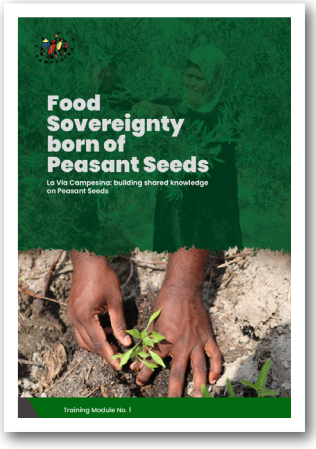
En Europe, ECVC est l'un des 12 partenaires européens travaillant au développement du cadre d'un réseau européen de laboratoires vivants d'agroécologie, d'infrastructures de recherches et d'espaces d'apprentissage pour les agriculteur•rices, chercheur•euses et acteur•rices citoyen•nes.

B. 1.5 – Publications et documents clefs en 2021

De plus, à l'occasion des 25 ans de la lutte pour la souveraineté alimentaire – mais c'est un travail entamé depuis des années déjà – le collectif a fêté la publication du premier module de formation « Contenus communs sur les semences paysannes » en fin d'année. Ces cinq documents pédagogiques visent à approfondir l'étude de la lutte mondiale pour les semences paysannes, leur état et contexte actuels ainsi que leurs relations avec d'autres luttes pour la souveraineté alimentaire. Le premier module de cette série mensuelle en cinq volets « La souveraineté alimentaire grâce aux semences paysannes » a été publié en décembre 2021 en anglais, en espagnol et en français. (Voir liens en annexe.)

B. 1.6 – Vidéos et podcasts

ATC Nicaragua a publié une vidéo traitant de la longue lutte de la Gloria Quintinilla Women's Cooperative dans la communauté de Santa Julia (au sud de la capitale, Managua). Depuis sa création en 2008, la coopérative soutenue par l'Association des Travailleurs Ruraux (ATC), a changé la vie dans toute la communauté en s'engageant en faveur de la souveraineté alimentaire, l'agroécologie, l'égalité des genres et les droits à la terre.



B.2 DEFENSE DE LA TERRE, DE L'EAU ET DES TERRITOIRES ET CONTRE LES MULTINATIONALES DE L'AGRIBUSINESS : TEMPS FORTS DE 2021

IMAGE: La Via Campesina
West African Caravan 2021

B. 2.1 – Alliances politiques et travail de plaidoyer

La Via Campesina a poursuivi son travail au sein du groupe de travail du CIP consacré à la défense de la terre, de l'eau et des territoires, pour faire pression collectivement en faveur de l'adoption des directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts soutenues officiellement par le comité de la sécurité alimentaire mondiale en 2012.

En 2021, le collectif a également continué à construire le futur Forum Mondial des luttes pour la terre et les ressources naturelles avec le ROPPA et la Convergence Globale des luttes pour la Terre et l'Eau (CGLTE-OA). LVC a contribué par écrit à la mise en œuvre de la déclaration des Nations unies sur les droits des paysan•nes et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP), notamment des propositions de formulation concrètes et des amendements liés aux droits à la terre, sociaux et culturels, en partenariat avec l'Université de Genève et le Centre Europe Tiers-Monde (CETIM).

La Via Campesina a également poursuivi son engagement dans les négociations d'un traité contraignant visant à mettre fin aux violations des droits humains perpétrées par les entreprises transnationales. En octobre 2021, le groupe Global Campaign, qui représente 260 millions de personnes du monde entier affectées par les entreprises transnationales, a participé directement aux négociations, reprenant en partie ses activités en présentiel après qu'elles ont pris fin à cause de la pandémie de COVID-19. Plus tôt dans l'année, La Via Campesina avait rejoint d'autres membres de la campagne mondiale en mettant en lumière les manques de la « troisième version révisée » du traité rédigé lors des négociations. La campagne a souligné l'incapacité de ce texte provisoire à réguler les activités des entreprises transnationales dans le cadre de la législation internationale sur les droits humains ainsi qu'à garantir un accès efficace et approfondi à la justice pour les peuples, individus et communautés affectées.

B. 2.2 – Rencontres internationales et partenariats

LVC a organisé cette année trois réunions virtuelles du collectif visant à progresser en matière de travail politique et de construction d'alliances, tel que précisé ci-dessus. De plus, les membres du collectif ont également participé à différents webinaires thématiques et échanges en ligne. En juin, les membres ont assisté au débat mené par la FIAN et ses alliés sur la façon dont le capitalisme se réinvente dans un monde frappé par la pandémie. Le deuxième échange virtuel des alliés en décembre 2021 a analysé la façon dont grandes entreprises et la finance mondiale profitaient de la crise écologique pour maximiser leurs profits. L'objectif de cette discussion était de comprendre ce qui se passait et de développer collectivement des stratégies pour s'opposer à la dépossession et à la privatisation des territoires au nom de fausses solutions pour lutter contre les changements climatiques et à la perte de biodiversité. Nous avons également échangé à propos de l'extension des droits des peuples et communautés et des méthodes de gestion durables comme véritables solutions.

B. 2.3 – Actions mondiales de solidarité

La Convergence Globale des luttes pour la Terre et l'Eau organisée du 20 novembre au 9 décembre 2021 ainsi que la 3e édition de « la caravane ouest-africaine du droit à la Terre, à l'Eau et à L'Agroécologie paysanne :

une lutte commune ! ». Plus de 300 participant•es venant de 15 pays d'Afrique et d'ailleurs ont entrepris ce voyage, et les mouvements sociaux ont mobilisé plus de 15 000 personnes tout au long du chemin. Les 16 étapes en cours de route ont été ponctuées de conférences populaires, de débats thématiques, de manifestations, de projections de films et d'échang es avec communautés locales, parlementaires, élu•es et autorités administratives et coutumières.

B.3 LES DROITS DES PAYSAN·NES ET AUTRES TRAVAILLEUR·EUSES DES ZONES RURALES : TEMPS FORTS DE 2021

Illustation: Sophie Holin/La Via Campesina

B. 3.1 – Alliances politiques et travail de plaidoyer

Faire appliquer la Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan•nes et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) reste une des principales priorités de La Via Campesina.

En 2021, nous avons cherché à souligner son importance à tous les niveaux institutionnels, tant régionalement que mondialement. Le collectif a maintenu de bonnes relations avec les rapporteurs spéciaux de l'ONU. En particulier avec les rapporteurs spéciaux sur le droit à l'alimentation (via les débats sur le droit à l'alimentation et des éléments fournis pour leurs rapports) et avec les rapporteurs sur l'environnement (en participant à des évènements). Comme mentionné au point B.2.1, La Via Campesina a également donné un avis général sur les droits fonciers, économiques, sociaux et culturels, en mettant en rapport avec l'UNDROP.

Le collectif a également continué à communiquer avec le gouvernement Bolivien, via le Vice-Ministre des affaires étrangères de l'état plurinational Bolivien, M. Freddy Mamani Machaca. Puis il a pris contact avec sa représentante permanente aux Nations unies à Genève, Mme Maira Mariela Macdonal Alvarez ainsi qu'avec le conseil de droits de l'homme des Nations unies (le CDH) pour établir des procédures spéciales de mise en œuvre de l'UNDROP.

De plus, le collectif a travaillé activement à mettre en exergue l'importance cruciale de l'UNDROP lors des négociations au sein du comité de la sécurité alimentaire mondiale, de la décennie de l'alimentation de l'ONU, à la COP 26 et lors d'autres forums internationaux.

B. 3.2 – Rencontres internationales et partenariats

Au cours de l'année, LVC et le CETIM ont mené ensemble trois séances de formation traitant de différents aspects de l'UNDROP à destination de nos membres des régions Asie, Amérique Latine, Afrique, arabe et nord-africaine (ArNA), Europe et Amérique du Nord. Ces séances ont eu lieu en juin par vidéo-conférence avec plus de 70 participant•es. On y a creusé l'histoire et le processus d'adoption de la déclaration et les 28 articles qui définissent l'UNDROP. On a également mis en exergue les violations actuelles durant lesquelles les membres et autres mouvements sociaux se sont appuyés sur cet outil. Les séances de formation doivent maintenant se diffuser vers la base du mouvement, les participant•es s'étant engagé•es à reproduire la formation au sein de leurs organisations nationales respectives.

B. 3.3 – Actions mondiales de solidarité

Toutes les journées mondiales d'actions de solidarité qu'a célébré La Via Campesina mettent en avant l'application de l'UNDROP. Un communiqué public de LVC publié pendant l'année a repris et souligné les articles de l'UNDROP au cœur de son message.

B. 3.4 – Initiatives régionales

En Asie du Sud et Asie du Sud-Est, la Korean Peasant League et la Korean Peasant Women's Association jouent désormais un rôle de premier plan au sein du forum national sur UNDROP mis en place par le comité présidentiel sur l'agriculture, la pêche et la politique rurale. En avril 2021, ce forum facilitera la promotion et l'application de la déclaration des Nations unies sur les droits des paysan•nes et autres personnes travaillant dans les zones rurales (UNDROP) au niveau national.

La région Asie du Sud et Asie du Sud-Est a également accueilli, en décembre 2021, un dialogue international à l'occasion du troisième anniversaire de l'adoption de l'UNDROP. Serikat Petan Indonesia en a été l'hôte et de nombreux membres de La Via Campesina y ont participé.

En Asie du Sud, les manifestations historiques des agriculteur•rices indien•nes ont mobilisé l'UNDROP lors des négociations avec le gouvernement indien.

La traduction de l'UNDROP en langues régionales et locales s'est poursuivie en 2021 2021. La Région Afrique du Sud et de l'Est de La Via Campesina a traduit la déclaration en neuf langues locales. LVC a également lancé d'autres traductions en région Asie du Sud. En Europe, les membres de LVC exigent que l'UNDROP soit reprise dans la stratégie de l'UE de la ferme à la table (Farm to Fork) et dans les plans de la Politique Agricole Commune (PAC).

La Suisse dispose maintenant d'une alliance nationale œuvrant à la mise en place de l'UNDROP via les politiques publiques. En Amérique, la CLOC a organisé une session de formation (mentionnée au point B 1.4), et plusieurs membres de la région ont publié des articles dans les médias et sur les réseaux sociaux qui citaient l'UNDROP.

B. 3.5 – Publications et documents clefs en 2021

La Via Campesina a lancé en 2021 une série de documents d'éducation populaire et de formation sur l'UNDROP en collaboration avec FIAN et grâce au soutien de la Fondation Rosa Luxembourg et aux contributions de nos ami•es de XX XX XX (IITC). LVC a publié le livret d'introduction de cette série en décembre 2021.

Ce dernier s'avère crucial pour relier à nouveau l'UNDROP aux petit•es producteur•rices agricoles du monde entier. Car elles et ils ont inspiré son contenu, travaillé à son développement et ce sont leurs droits à vivre et gagner leur vie dignement qui sont aujourd'hui encore bafoués. Cet outil de formation nous permettra d'utiliser efficacement l'UNDROP dans nos luttes pour réaffirmer et faire progresser nos droits collectifs et individuels. L'objectif est de sensibiliser plus largement, de promouvoir une compréhension plus profonde et une amélioration des capacités (via la formation) des mouvements sociaux ruraux. Ce livret est un outil fondamental visant à assurer le respect, la mise en œuvre et la mise en avant de l'UNDROP. Et ce à tous les niveaux, du local à l'international, des coutumes communautaires aux mécanismes de décisions politiques. Ce livret, disponible en EN, ES, FR, a été consulté 7090 fois cumulées en 2021 et téléchargé plus de 600 fois.

B.4 DROITS DES TRAVAILLEUR·EUSES MIGRANT·ES ET SAISONNIER·ES : TEMPS FORTS DE 2021

Illustation: Sophie Holin/La Via Campesina

B. 4.1 – Alliances politiques et travail de plaidoyer

Les communautés de migrant•es et de réfugié•es, aux côtés des mouvements, réseaux et organisations participant au tribunal permanent des peuples (TPP) ont proposé un pacte de solidarité pour le droit des personnes migrantes et réfugiées. Cette année, La Via Campesina s'est engagée en faveur d'un tel Pacte mondial de solidarité qui reconnaîtrait et défendrait les droits des migrant•es et des réfugié•es. Il s'agit d'un effort collectif de nombreuses organisations de la société civile, de syndicats et de mouvements sociaux. En décembre, les membres du collectif ont participé et contribué activement à une rencontre de la société civile établissant une stratégie à cet égard.

B. 4.2 – Rencontres internationales et partenariats

En juin, le collectif International a mené une rencontre virtuelle de ses membres. Douze représentant•es d'Asie, d'Afrique, d'Europe et des Amériques y étaient. Ils et elles ont insisté sur le besoin urgent de mettre en lumière le sort des travailleur•euses et migrant•es, aggravé davantage par la pandémie.

Le 18 décembre 2021, Journée internationale des migrant•es, La Via Campesina et des organisations internationales alliées ont dirigé un forum virtuel intitulé « les droits des migrant•es sont des droits humains ». S'y sont rejoints des militant•es du monde entier travaillant à exiger le respect des droits et des vies des migrant•es et des réfugié•es.

L'évènement avait pour objectif la consolidation d'un Pacte mondial de solidarité en tant que réponse populaire au Pacte sur la Migration et l'Asile, récemment présenté par l'Union Européenne et au pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de l'ONU. Les mouvements sociaux se sont opposés à ce pacte puisqu'il criminalisait la libre circulation des personnes et constituait un retour en arrière au niveau des droits humains et de la protection des migrant•es et de leurs familles. Il contredit les conventions internationales précédemment approuvées par les Nations Unies et d'autres organisations internationales telles que l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Les paysan•nes et travailleur•euses ruraux•ales ont soutenu cette dénonciation depuis l'Afrique, la région arabe et nord-africaine (ArNA), les Amériques, l'Asie et l'Europe, dont les réalités territoriales évoluent en fonction notamment des graves problématiques de la guerre, du trafic d'êtres humains ou de l'accaparement des terres.

B. 4.3 – Initiatives régionales

La Via Campesina a continué à souligner les violations et exploitations subies par les travailleur•euses agricoles migrant•es en Europe. Dans une prise de position publiée par La Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) en 2021, le mouvement a demandé l'inclusion de conditions sociales pour toucher les aides de la Politique Agricole Commune (PAC) et a appelé l'UE à ne plus soutenir d'exploitations agricoles violant le droit des travailleur•euses migrant•es

En février 2021, près de 400 travailleur•euses agricoles ont perdu leur logement dans un incendie de leur campement à Nijar (Almeria). Le SOC-SAT, un syndicat membre de La Via Campesina, a alerté sur cet incident et appelé à soutenir et reloger immédiatement les familles affectées.

Un mois plus tard, La Via Campesina a également offert son soutien total aux travailleur•euses agricoles organisé•es en tant que Fédération Nationale du Secteur Agricole (FNSA) au Maroc, luttant pour une vie décente et pour la justice sociale, et subissant exploitation et mauvais traitements au travail. On retrouve ces abus aussi bien dans les exploitations agricoles que dans l'industrie agro-alimentaire ou encore dans les usines de conditionnement et d'emballage.

B.5 POUR DES POLITIQUES PUBLIQUES DE DÉFENSE DE L'AGROÉCOLOGIE ET DE L'AGRICULTURE PAYSANNE : TEMPS FORTS DE 2021

IMAGE: La Via Campesina

B. 5.1 – Alliances politiques et travail de plaidoyer

Ce collectif est au cœur de l'engagement de La Via Campesina au sein de l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), du Mécanisme de la Société Civile et des peuples autochtones (MSC), de la Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale (UNDFF) et de nombreuses autres espaces nationaux et régionaux de ces institutions.

Dans le contexte de la pandémie, le travail de ce collectif est particulièrement complexe puisque ces processus institutionnels ont maintenant lieu en ligne, avec des horaires pensés pour l'Europe, parfois sans interprétation – et la plupart du temps avec les documents politiques disponibles uniquement en anglais. Cela rend très difficile une véritable participation de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique Latine et aboutit souvent à leur exclusion par défaut.

Malgré ces obstacles, le collectif a participé en 2021 à des tâches politiques au sein des espaces suivants :

- Les délégué•es de LVC ont assisté à la phase finale des négociations des directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition que les États Membres ont adopté lors de la 47e séance plénière du CSA en février 2021.
- Des négociations ont eu lieu en 2021 au niveau du CSA à propos de ses recommandations politiques et autres approches novatrices pour l'agriculture durable et les systèmes alimentaires. (Voir B. 1. 1)
- Les délégué•es de LVC ont participé aux plénières #47, #48, #49 du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), en février, juin et octobre.
- En septembre, La Via Campesina a assumé la vice-présidence du Comité Directeur international de la décennie de l'agriculture familiale (ISC UNDFF). De plus, durant l'année, des délégué•es nommé•es au nom de La Via Campesina se sont exprimé•es au sein de différents forums, tels que le *High-Level Special Event by CFS* en février, un panel sur la mise à l'échelle des systèmes agro-alimentaires durables (en mai), la conférence mondiale sur « L'agriculture familiale au cœur des systèmes alimentaires durables » (en novembre) et un ensemble de réunions du comité de pilotage de la décennie de l'agriculture familiale des Nations unies. (UNDFF).
- Le rôle de LVC à la vice-présidence est de contrôler l'application du plan d'action mondial de l'UNDFF en constituent une courroie de transmission entre l'ISC et les organisations paysannes. Un accord a été signé avec la FAO en décembre 2021 pour organiser un processus de consultation des organisations membres de LVC a été signé avec la FAO en décembre 2021. Il prévoit non seulement un bilan des progrès réalisés lors du premier exercice biennal de mise en œuvre de l'UNDFF, mais également de permettre une participation inclusive des organisations paysannes familiales aussi bien régionales que mondiales à la prochaine réunion de l'ISC UNDFF.
- La Via Campesina a également défendu l'inclusion et la mise en œuvre de l'UNDROP dans la définition des politiques publiques ayant trait aux paysan•nes et aux travailleur•euses ruraux•ales.
- LVC a réitéré ses nominations au sein du comité de pilotage du MSC.

B. 5.2 – Rencontres internationales et partenariats

Le collectif politiques publiques est aussi le point d'ancrage de la participation de La Via Campesina au sein du Comité International de Planification pour la souveraineté alimentaire (CIP). Deux représentant•es du mouvement sont aussi membres du Comité de Facilitation du CIP.

En plus des activités régulières des groupes de travail et du comité de facilitation s'est tenue une Assemblée Générale en ligne du CPI répartie en 4 sessions de 3 heures chacune (les 21 et 27 avril et les 11 et 18 mai). On y a beaucoup insisté sur la relation entre le CPI et la FAO au niveau régional, sur la décennie de l'agriculture familiale ainsi que sur la prise de position et les actions du CPI vis-à-vis de l'UNFSS (plus de détails en 5.3). On a également voulu insister sur le processus de préparation en vue du Forum mondial sur la souveraineté alimentaire Nyéléni (plus de détails en E.5).

Le collectif politiques publiques a également dirigé une session d'étude du sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU analysant en profondeur son évolution pour devenir un espace excluant. Cela a aussi permis de creuser la position de La Via Campesina vis-à-vis du sommet avec les membres et alliés. Près de 100 personnes ont participé à ce débat.

B. 5.3 – Actions mondiales de solidarité

Le collectif politiques publiques et le collectif droit des paysan•nes ont joué un rôle clef dans l'amplification de la mobilisation mondiale de La Via Campesina contre le sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU (UNFSS) en 2021.

Dès mars 2020, des mouvements sociaux et organisations de la société civile avaient alerté le monde entier du caractère excluant du sommet sur les systèmes alimentaires. 2021 a été le point d'orgue de cette contre-attaque de centaines d'organisations de citoyen•nes. La Via Campesina, le CIP et le réseau MSC se sont ralliés à cette dénonciation de masse.

Parmi les campagnes en ligne très visibles de 2021, on retrouve le #NotInOurNames et les mouvements de construction de #FoodSystems4People.

Le collectif de politique publique a permis de relier entre elles les mobilisations contre le sommet sous l'étendard des 25 ans de la souveraineté alimentaire.

Plusieurs vidéos de campagne, bannières sur les réseaux sociaux, actions de solidarité et articles dans les médias ont été publiés pendant l'année et largement repartagés au sein du mouvement pour dénoncer le détournement de l'UNFSS au profit des grandes entreprises. (voir annexe)

Du 25 au 28 juin 2021, 9 000 personnes environ se sont réunies dans une mobilisation principalement en ligne et pour s'opposer au pré-sommet sur les systèmes alimentaires des nations unies. La « Contre-mobilisation pour la transformation des systèmes alimentaires colonisés par les multinationales » a commencé par un rassemblement mondial en ligne de 8 heures. Le forum alternatif a remporté un franc succès. Il a attiré de large participation et a catalysé et amplifié un contre récit à la version officielle.

Des articles publiés dans de grands médias comme la BBC, Al Jazeera ou la chaîne publique italienne de télévision Rai, s'ajoutant à des milliers de posts #FoodSystems4People sur les réseaux sociaux (avec potentiellement 10 millions d'utilisateur•rices touché•es) ont permis à la contre-mobilisation de sensibiliser de nombreuses personnes et de leur transmettre cette vision de transformation véritable des systèmes alimentaires non-durables.

En Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Afrique, Europe et Amériques, les membres de La Via Campesina ont également participé à différents forums tenus par des alliés et d'autres membres de la société civile pour exprimer la position du mouvement sur le sommet.

B.6 POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE : TEMPS FORTS DE 2021

IMAGE: La Via Campesina

B. 6.1 – Alliances politiques et travail de plaidoyer

En ce qui concerne la COP 26, la Land Workers Alliance (LWA), organisation membre de La Via Campesina au Royaume-Uni, a pris la tête du Comité International de la Coalition COP 26 au nom du mouvement.

Ainsi, La Via Campesina était présente lors de la plénière d'ouverture internationale du sommet des peuples ou « rassemblement en ligne pour la justice climatique ». LVC a pris pour la première fois la parole lors de la plénière d'ouverture officielle de la COP 26 et a réaffirmé le besoin de politiques inclusives pour rendre plus digne la vie des personnes rurales et reconnaître le rôle des communautés paysannes dans la lutte contre le changement climatique. Cela n'a pas été facile, car le discours devait être construit dans un dialogue avec des secteurs proches de l'agrobusiness. Pourtant, cela nous a permis de rendre plus audibles et reconnues les causes des paysan•nes portées devant l'ONU par La Via Campesina.

B. 6.2 – Rencontres internationales et partenariats

La première réunion virtuelle du collectif international a eu lieu en juin 2021. Ses objectifs incluaient (i) contribuer à la formation politico-technique des membres des collectifs Justice Climatique et Politiques Publiques, (ii) écouter et accompagner notre organisation membre du Royaume-Uni (LWA) dans son processus de défense du climat dans le contexte de la COP 26 (à Glasgow en Écosse) et (iii) débattre des stratégies et tactiques générales de La Via Campesina au sein de la CCNUCC.

La réunion a permis aux membres participant d'approfondir la question des « solutions basées sur la nature » vantées par les grandes entreprises comme une solution aux crises mondiales. Ce moment d'étude permis par GRAIN et ETC s'est attardé sur les raisons pour lesquelles les « solutions basées sur la nature » sont une distraction dangereuse. Souvent repris en chœur par les grande entreprises et les acteurs de l'écologie, ce concept marketing mensonger s'appuie sur des données erronées et incomplètes.

La deuxième réunion virtuelle du collectif, en octobre, a été organisée pour permettre un échange entre LWA et des délégué•es volontaires de LVC au Canada, en Europe et à Puerto Rico. Ils et elles se sont rendu•es par leurs propres moyens en Écosse pour grossir les manifestations populaires à l'occasion de la COP 26.

B. 6.3 – Initiatives régionales

En novembre, les membres de La Via Campesina en Afrique du Sud et de l'Est ont publié un kit de ressources numériques sur l'agroécologie paysanne et la justice climatique. Ces ressources, accessibles dès maintenant sur www.peasantsforclimatejustice.org, compilent diverses voix et expériences paysannes – de la protection des semences paysannes à la création et gestion de coopératives paysannes, en passant par le rôle central des femmes dans la souveraineté alimentaire ou encore par celui des jeunes qui contribuent à répandre les pratiques agroécologiques. Elles reprennent des expériences de terrain du Zimbabwe, d'Ouganda, de Tanzanie et du Mozambique.

B. 6.4 – Publications et documents clefs en 2021

La Via Campesina a participé au rapport *À la poursuite de chimères carbonées : les concepts trompeurs des marchés du carbone et du « zéro émission nette »* en préparant une synthèse qui dénonce les engagements « zéro émission nette » ou *net-zero* comme une stratégie de maintien du statu quo. Statu quo qui aggravera indubitablement la catastrophe climatique.

Le « zéro émission nette » est un écran de fumée, un concept non seulement problématique mais aussi dangereux, tant il masque efficacement l'inaction. Cette publication fait tomber se voile. Les fausses méthodes net-zéro reposent sur des compensations carbones plutôt que sur de véritables réductions des émissions. Si l'on veut une vraie stratégie zéro émission, il faut réellement atteindre zéro émission ou tendre vers cet objectif autant que possible.

La troisième édition de *Trompés dans la serre chaude : Résistez les fausses solutions au changement climatique in April 2021*, avec des contributions de La Via Campesina. La nouvelle édition mise à jour et enrichie de la boîte à outils *Hoodwinked* à destination des militant•es, organisateur•rices, communautés affectées et élu•es est facile à lire et superbement illustrée.

B.7 POUR DES MARCHÉS PAYSANS LOCAUX ET CONTRE L'OMC ET LES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE : TEMPS FORTS DE 2021

IMAGE: La Via Campesina

B. 7.1 – Alliances politiques et travail de plaidoyer

Cette année, le groupe de travail a renforcé les luttes contre les accords de libre-échange et mobilisé d'avantage de membres et alliés en vue de la conférence ministérielle (MC 12, annulée) de l'OMC de novembre 2021. Il a travaillé au côté d'alliés tels que le forum mondial des pêcheurs, Focus on the Global South (FoGS) ou le Forum des Migrants en Asie pour construire une stratégie de réponse à cette réunion de l'OMC qui devait avoir lieu en novembre à Genève, annulée à cause de la pandémie.

B. 7.2 – Rencontres internationales et partenariats

Aux côtés de FoGS, le 29 novembre 2021, La Via Campesina a co-organisé un rassemblement en ligne avec nos alliés issus des organisations de terrain dans la lutte contre l'OMC pour mettre en lumière nos alternatives systémiques : la souveraineté alimentaire.

Les mouvements sociaux ont également pu comprendre ce qui se jouait lors de la conférence ministérielle de l'OMC. LVC a donc publié une déclaration intitulée « Prospérité pour une élite, pauvreté pour le plus grand nombre » La déclaration a fait la lumière sur les débats tournant autour de l'agriculture en amont de la MC 12, surtout autour de la question de la mise en place de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Les participant•es à la réunion ont exprimé leur préoccupation : des tentatives pourraient être en cours pour mettre en place une version édulcorée de la « clause de paix de Bali » ¬ un engagement temporaire convenu en l'attente d'une solution permanente.

B. 7.3 – Actions mondiales de solidarité

Le 10 septembre est commémoré par La Via Campesina comme la Journée internationale d'actions contre l'OMC et les accords de libre-échange, en commémoration au sacrifice de l'agriculteur Coréen Lee Kyung Hae, qui s'est poignardé à mort devant la conférence ministérielle de l'OMC à Cancun, au Mexique, en 2003. Son acte était acte de colère et de désespoir face aux accords de libre-échange portés par l'OMC, ayant totalement marginalisé les petits producteur•rices agricoles dans son pays et dans le monde.

Cette année, La Via Campesina a diffusé un communiqué de presse intitulé « Libérons-nous de la faim, de la pauvreté, de la dette et de la mort ! Libérons-nous des accords de libre-échange !». Il détaillait la pression de l'OMC et d'autres institutions de gouvernance transnationales afin d'étendre le libre-échange mondial. En Corée, en Indonésie et au Kenya, des membres de LVC ont également manifesté contre des politiques destructrices pour l'agriculture.

C ARTICULATION DES FEMMES : TEMPS FORT DE 2021

IMAGE: KRRS

Le travail de l'articulation des femmes ne se définit pas en fonction d'une année ou d'une activité. Elle sous-tend pourtant toutes les actions, évènements et prises de position défendues par La Via Campesina.

Il en est allé de même en 2021. Et ce malgré la pandémie et les obstacles multiples et uniques par lesquels elle a entravé la participation des femmes paysannes et la construction du mouvement. Le 8 mars, lors de la Journée internationale des droits des femmes, La Via Campesina a rejoint de nombreux autres mouvements et syndicats. Le message porté au cœur de ses actions solidaires de mars 2021 était le suivant : *Contre le virus du patriarcat et du capitalisme : le vaccin du féminisme et de la solidarité !* Ce message a été repris par différentes organisations membres de La Via Campesina. Grâce à des marches joyeuses, des sit-ins, des dons alimentaires, des forums, des rencontres et même des dons de sang, elles ont montré l'importance du féminisme dans la lutte. 2021 a également été l'occasion de contributions cruciales au progrès de la pédagogie du féminisme paysan et populaire.

L'articulation des femmes a produit un compte rendu historique de « l'itinéraire du féminisme paysan populaire à La Via Campesina » Ce texte a été par la suite traduit en Portugais, Espagnol, Anglais, Français, Japonais, Thai, Wolof, Bambara, Afrikaans et Arabe par des membres de La Via Campesina.

Par la suite, en novembre 2021, un livret illustré proposé par collectif féministe basque FemGarabat s'en est inspiré. Au fil de ses 28 pages, on découvre de magnifiques illustrations révélant le rôle des femmes dans la lutte mondiale pour la souveraineté alimentaire et leur importance dans la promotion d'un féminisme populaire et paysan dans leurs territoires et organisations. On y retrouve également plusieurs témoignages de représentant•es de la paysannerie du monde entier sur la mise en œuvre de la Campagne mondiale contre la violence faite aux femmes, défendue par LVC depuis 2008.

Le travail pour faire entendre d'avantage la voix des femmes paysannes s'est également décliné dans une alliance stratégique construite par l'articulation des femmes en 2021. Capire (www.capiremov.org) est un outil de communication créé

en 2021, issu de la collaboration entre la Marche Mondiale des Femmes, les Amis de la Terre International et La Via Campesina. C'est un endroit où diffuser la parole des femmes du mouvement, où visibiliser les luttes et les processus d'organisation des territoires, renforcer les personnalités locales et internationales du féminisme populaire, anti-raciste et anticapitaliste. Plusieurs interviews, articles et récits de représentantes paysannes ont été publiés sur Capire en 2021.

L'articulation a en outre été invitée à prendre part à la Berta Cáceres Training School, pour partager vision et pratiques d'élaboration et de synthèse politique de nos résistances, pour renforcer l'organisation d'un féminisme populaire.

Tout cela articulait la construction d'un projet de transformation sur la base d'une économie féministe. Le 25 novembre, l'articulation des femmes a en outre mené une action militante en ligne : Basta de Violencia (*Halte à la violence !*).

IMAGE: La Via Campesina

D ARTICULATION DES JEUNES : TEMPS FORTS DE 2021

IMAGE: David Meek/Amritabhoomi

L'articulation des jeunes est aussi un pilier de toujours de La Via Campesina. L'inclusion et la participation des jeunes est une condition cruciale dans tous les processus et actions du mouvement mondial.

L'année 2021 a été marquée par des mobilisations décentralisées et un renforcement de la jeunesse.

En Indonésie, les jeunes se sont mis d'accord pour organiser les Mouvements des Jeunes Paysans et Étudiants Indonésiens (Gema Petani). Ils et elles se sont rassemblé•es en juin pour organiser leur première conférence à Jambi – à la fois physiquement et en ligne.

Au Mali, les jeunes de notre membre la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) ont fait la promotion de l'agriculture familiale dans le cadre de la souveraineté alimentaire pour garantir un développement durable de l'agriculture en République du Mali.

Au Brésil, les membres du MST restent à la campagne pour contribuer à la souveraineté alimentaire sous l'étendard de l'agroécologie et de la réforme agraire. Ils et elles se sont mobilisées malgré les crises économiques, politiques et sanitaires que traverse le pays.

L'articulation des jeunes de l'ECVC a poursuivi son travail de politique publique auprès de l'UE et exprimé ses inquiétudes : la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) continuera à négliger les véritables besoins des jeunes agriculteur•rices, surtout les petits paysan•nes agroécologiques.

En Asie du Sud, les membres de l'articulation des jeunes ont publié différents articles dans des médias nationaux et régionaux retraçant la riche histoire des 25 dernières années de luttes pour la souveraineté alimentaire.

Jeunesse en « formation »

Tel que stipulé dans la section B.3.2, la jeunesse paysanne de LVC d'Asie, d'Europe et des Amériques a participé à la formation virtuelle sur l'UNDROP, organisée par LVC avec le Centre Europe Tiers-Monde (CETIM). La méthode fut celle d'une formation pour formateurs, qui permettra aux jeunes d'organiser des ateliers décentralisés aux niveaux national et local du mouvement.

Les jeunes paysan•nes de La Via Campesina ont organisé un webinaire avec le collectif agroécologie (voir B. 1.2), qui rassemble des expériences de formation en agroécologie dans divers territoires en Afrique, Amérique, Asie et Europe.

L'articulation des jeunes, en collaboration avec l'articulation des femmes, a proposé différents ateliers, dialogues et discussions pendant l'année pour explorer les questions de diversité des genres en territoire rural et fournir une perspective non-binaire à la façon dont le mouvement répond aux questions de la vie, de la terre et du travail.

La participation de l'articulation des jeunes aux processus et mobilisations internationales

Les jeunes ont continué à diffuser activement des messages au niveau international. L'articulation des jeunes s'est impliquée tout au long de l'année dans la célébration des 25 ans de la souveraineté alimentaire et la mobilisation contre le boycott du Sommet sur les systèmes alimentaire de l'ONU avec des actions colorées et créatives (telles que citées au point B 5.3)

Les jeunes de LVC ont également été très impliqué•es dans les processus de gouvernance mondiale, particulièrement la plénière 47 du CSA, du 8 au 11 février 2021. Cette plénière est une assemblée mondiale réunissant des acteurs et actrices de la sécurité alimentaire et de la nutrition du monde entier.

Ils et elles se mettent d'accord sur des recommandations politiques, font état des progrès en la matière dans le monde, se rencontrent, tissent des liens et partagent leurs expériences. De plus, l'articulation des jeunes de La Via Campesina coordonne dorénavant le mécanisme de représentation des jeunes du Mécanisme de la Société Civile et des peuples autochtones (CSM).

Les jeunes de La Via Campesina ont également participé à la Table Ronde des Jeunes Agriculteur•rices ayant eu lieu les 4 et 5 octobre au Forum mondial de l'alimentation. Ce forum était organisé par l'agence des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les organisations d'agriculture familiale liées à la décennie de l'agriculture familiale de l'ONU (2019-2028). La délégation des jeunes de La Via Campesina représentant les régions Asie du Sud, ArNa et Europe s'est exprimée lors de ce forum afin d'insister sur l'importance de la réforme agraire en tant que prérequis crucial à la souveraineté alimentaire.

Au cours de l'année, l'articulation des jeunes a également publié un document qui narrait la vie et les luttes de jeunes paysan•nes au Sénégal et les circonstances les ayant obligés à l'exode rural. En mai, la région Caraïbes de La Via Campesina a sorti « Seeds of Freedom » qui retrace le voyage de jeunes paysan•nes cherchant à promouvoir les pratiques agroécologiques et montre leur implication dans les luttes rurales.

IMAGE: La Via Campesina

E AUTRES PROCESSUS MONDIAUX : TEMPS FORTS DE 2021

IMAGE: La Via Campesina

E.1 Réactions à la criminalisation de nos luttes et à la répression

IMAGE: La Via Campesina

Au-delà de plusieurs cas d'actions concrètes de solidarité, La Via Campesina a également mis plus d'efforts dans la collaboration avec d'autres mouvements sociaux pour augmenter notre capacité de réponse à la répression. Le contexte actuel de la pandémie et la montée des gouvernements autoritaires ont limité les espaces de mobilisation et de participation démocratique et augmenté la répression contre nos luttes dans de nombreux pays.

Avec nos alliés, nous travaillons à accroître la visibilité de la gravité de la répression contre les mouvements et organisations citoyennes dans de nombreux pays ; nous consolidons les capacités organisationnelles à répondre en cas d'urgence. Nous renforçons notre capacité de soutien juridique en ayant créé et en entretenant un réseau d'avocat•es et en réalisant une analyse politique globale des causes systémiques des violations des droits des populations rurales. Nous avons créé un espace avec des communicateur•rices de différents mouvements pour planifier et coordonner les actions de communication et générer plus d'impact à travers nos messages. Ainsi, dans le cas de la Colombie, nous avons pu améliorer considérablement notre portée et notre impact.

Cette année, nous avons organisé des activités avec nos alliés pour soutenir notre membre UAWC en Palestine, qui souffre des attaques sur Gaza, en appuyant leur demande d'une mission d'enquête des Nations unies sur les violations des droits humains.

Nous avons continué à travailler avec nos organisations en Colombie autour du processus de paix et des menaces contre les membres de Fensuagro. Sur la répression contre les leaders paysan•nes en Colombie, l'un des leaders de base s'est exprimé devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Nous avons collaboré avec le Comité international de solidarité avec le Honduras, et nous avons soutenu une déclaration des mouvements sociaux pour condamner le coup d'État militaire en Birmanie.

Nous avons soutenu nos organisations en Haïti dans leur demande que le peuple haïtien puisse décider de son avenir et élire démocratiquement un gouvernement populaire de transition et une constituante. Nous avons exigé des nouvelles autorités afghanes qu'elles respectent, protègent et réalisent les droits humains des paysan•nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales.

E.2 Processus de paix en Colombie

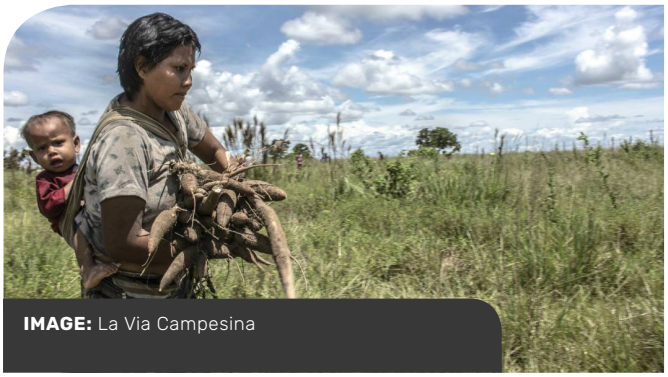


IMAGE: La Via Campesina

La Via Campesina a poursuivi son engagement de longue date de faire office de « garant » de l'accord de paix de 2016, particulièrement de s'assurer de la mise en œuvre effective de la Réforme Rurale Intégrale (RRI) dans les campagnes colombiennes. Au début de l'année, et en coordination avec les alliés proches, les délégué•es de La Via Campesina ont pris la parole lors de l'assemblée plénière (en ligne) de la 46e session du Conseil de Droits de l'Homme de l'ONU, qui s'est déroulée en mars 2021.

Peu après, en mai, La Via Campesina a fermement affirmé son soutien et sa solidarité avec la grève nationale en Colombie organisée par des étudiant•es, travailleur•euses et mouvements ruraux dans tout le pays. Parmi leurs revendications, on retrouvait l'exigence d'une application effective de l'accord de paix de 2016.

LVC a de plus signé une déclaration commune avec d'autres mouvements internationaux exigeant le respect du droit de manifester pacifiquement. En juin 2021, la Coordination Européenne de LVC (ECVC) a publié une déclaration officielle en faveur de la suspension de l'accord de libre-échange avec la Colombie.

Le groupe de travail a publié le bulletin bisannuel de La Via Campesina ou « bulletin pour la paix » traitant de l'application des accords de paix en juin (Bulletin #4) puis en décembre (Bulletin #5). De plus, LVC a mis en ligne une section dédiée au processus de paix en Colombie sur son site internet sous laquelle on retrouve des articles et des analyses publiées au cours de l'année.

E.3 Construire le mouvement dans la région ArNa et solidarité avec la Palestine

IMAGE: La Via Campesina

La région arabe et nord-africaine (ArNa) se trouve en cours d'intégration à La Via Campesina (LVC) et cherche à renforcer l'internationalisme paysan dans le monde arabophone. Tout débute avec l'entrée à LVC de l'Union Of Agricultural Work Committees (UWAC) en Palestine lors de la 6e Conférence Internationale, puis le mouvement a intégré le Million Rural Women de Tunisie et la Fédération Nationale du Secteur Agricole (FNSA) du Maroc lors de la 7e conférence internationale en 2017.

Coordonnées par l'UAWC, ces organisations contribuent au processus de création de l'ArNa et ont ouvert le dialogue avec des organisations en Algérie, Égypte, Irak, Jordanie, Mauritanie et au Soudan.

En mai 2021, La Via Campesina a dû dénoncer en urgence l'attaque israélienne contre le peuple, les paysan•nes et les pêcheur•euses de Palestine. Après que les bombes israéliennes aient tué des centaines de civils dans une bande de Gaza ravagée par la guerre. LVC a répondu en exigeant qu'une enquête des Nations unies ait lieu sur le champ et en réitérant son appel aux alliés et sympathisant•es à rejoindre le la Campagne BDS organisée par la société civile palestinienne, notamment l'UAWC. Fin octobre, La Via Campesina a fermement condamné les propos des autorités d'occupation israéliennes et leur a demandé rectification : elles avaient qualifié les citoyen•nes palestinien•nes de "terroristes". Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a également réagi, déclarant que de telles décisions ne devaient en aucun cas limiter les droits humains légitimes ni le travail d'aide humanitaire. Même le département d'État Américain – proche allié du gouvernement israélien – a exprimé ses "préoccupations" concernant cette décision.

Le ministre de la sécurité publique israélien affirme maintenant que la décision n'a pas été débattue au sein du cabinet de sécurité israélien. Pourtant le Times of Israël a reconnu dans un article que « le ministère de la défense n'a pas fourni de preuve concrète » pour étayer cette affirmation lors de la publication de la décision.

En dehors des réponses urgentes, encore nécessaires, La Via Campesina a intégré l'UAWC et la Palestine dans les « 25 ans de la souveraineté alimentaire » avec un webinaire le 5 octobre coorganisé avec les Amis de la Terre International, FIAN et PENTAGON, intitulé : « Palestine : La lutte pour la souveraineté sous occupation ». Avec plus de 100 participants, le webinaire fut un moment crucial pour l'UAWC, ayant pu présenter leur lutte à un public international. En plus de tous les points ci-dessus, La Via Campesina et ses partenaires proches ont aussi lancé un processus d'organisation en interne : « Communications stratégique solidaire pour la souveraineté alimentaire de la Palestine ». Il a pour but d'éduquer de plus en plus de personnes et d'hommes et femmes politiques à propos du travail formidable de notre organisation membre en Palestine occupée. Nos alliés proches bâtissent cette stratégie de communication internationale en échangeant avec l'UAWC, pour la déployer à partir de 2022.

E.4 Actions de solidarité avec les mobilisations paysannes en Inde

IMAGE: MST/Brazil

Parmi les mobilisations les plus fortes et marquantes de 2021 il y a celle des mouvements paysans indiens contre trois lois controversées qui menaçaient d'accélérer la privatisation des marchés paysans et d'introduire des réformes en faveur grandes entreprises dans l'agriculture indienne. Les mouvements sociaux indiens ont contre-attaqué pour faire reculer ces lois, proposées sans consultation pendant la pandémie. Ils ont débuté dès juillet 2020 mais ont attiré l'attention au niveau mondial au début de 2021. Fin 2020, de nombreux membres de La Via Campesina avaient transmis des déclarations de solidarité à leurs homologues et restaient attentifs à l'évolution de la situation.

En janvier 2021, les membres de La Via Campesina du monde entier ont allumé des bougies par solidarité et les ont partagées avec le #ShineOnIndiasFarmers. La coalition indienne – Samyukt Kisan Morcha (SKM), comprenant des centaines d'organisations paysannes, notamment Bhartiya Kisan Union et Karnataka Rajya Raitha Sangha ainsi que Tamizhaga Vivasayigal Sangham – a rappelé l'engagement de l'Inde à respecter l'UNDROP lors des négociations pour le retrait des lois.

Ces mobilisations, prolongées pendant un an, sont un exemple de ce que peut obtenir la classe ouvrière si elle s'organise pour résister. Finissant par s'incliner devant la résilience des paysan•nes indien•nes, le gouvernement Indien a retiré les trois lois et envisage un mécanisme juridique de soutien et de garantie du prix des produits agricoles. La Via Campesina a exprimé son admiration et son respect envers les mouvements sociaux Indiens en organisant des rassemblements et actions en ligne par le biais du #SaluteToIndiasFarmers. Pendant 2020 et 2021, LVC a publié de multiples articles pour informer le reste du monde des progrès et de la persévérance des manifestant•es.

E.5 Nyéléni

IMAGE: Chilli/Yeme for Amritabhoomi illustrated book on Natural Farming

Vers Nyéléni III

L'idée d'organiser un moment fort de réflexion autour de la souveraineté alimentaire est apparue lors de la dernière réunion en présence du comité international de planification pour la souveraineté alimentaire, près de Rome, en décembre 2019. L'assemblée Générale du CIP en ligne, en avril et mai 2021, a confirmé cette idée. Au vu des nombreux défis que représente la crise du COVID19, cela devint l'occasion d'adopter une nouvelle stratégie pour aller bien au-delà des limites imposées par les institutions agricoles et alimentaires même de celles de la souveraineté alimentaire et de l'agroécologie. C'est avec ce mode de pensée que le CIP a décidé de mettre sur pied un processus ouvert, inclusif et représentatif et militant de convergence (Nyéléni III) avec d'autres mouvements, notamment ceux des luttes écologistes et sociales. Cette convergence doit permettre de mettre au premier plan la notion de souveraineté alimentaire ainsi qu'une vision nouvelle des sociétés fondée sur la souveraineté populaire et alimentaire.

Elle doit permettre aussi d'ouvrir les chemins d'un changement et de transformations tout en faisant reculer le capital mondialisé.

La newsletter Nyéléni : 25 ans de souveraineté alimentaire

Après 10 ans d'existence, La newsletter Nyéléni a servi en 2021 à étendre les célébrations des 25 ans de luttes pour réaliser la souveraineté alimentaire. Les quatre éditions de l'année ont mis l'accent sur différentes dimensions de ces luttes collectives. En mars, on évoquait les conséquences de la pandémie sur les travailleur•euses agricoles migrant•es. En juin, la deuxième édition fut coordonnée par La Via Campesina, Real World Radio et Les Amis de la Terre International, elle se penchait sur la culture et l'éducation populaire comme vecteurs pour informer sur la souveraineté alimentaire. L'édition de septembre, envoyée sur fond de sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU, expliquait comment les grandes multinationales utilisent leurs moyens considérables pour détourner la définition et la gouvernance des systèmes alimentaires via la finance, le commerce, l'investissement et les plateformes multipartites. La dernière édition de l'année, en décembre, se concentrait sur la vie et les luttes des communautés pastorales du monde entier. Les quatre éditions, disponibles en anglais, en espagnol et en français ont été téléchargées 8886 fois cumulées en 2021.

E.6 Soutien et aides d'urgence

IMAGE: La Via Campesina

La Via Campesina a mis en place un mécanisme de réaction en urgence dans le mouvement qui permet aux membres de participer aux efforts d'aide et de relogement dans le cas de graves catastrophes ou de misère provoquée par l'activité humaine.

Gaza, juin 2021

En juin 2021, des salves de bombes tirées par les forces armées israéliennes ont fait plus de 260 victimes, dont 60 enfants et 40 femmes et provoqué plus de 120 000 déplacés. La région a été pilonnée par des missiles pendant 11 jours consécutifs, causant de terribles dégâts pour les vies et moyens de subsistance des habitant e s de la zone.

Le ministère de l'agriculture de Gaza a estimé les dégâts à une valeur de 27 millions de dollars. Des serres, terrains agricoles et élevages de volailles ont notamment été touchés. La Via Campesina a fourni un soutien d'urgence aux familles des paysan•nes et pêcheur•euses touchés dans la région pour restaurer les puits d'eau, serres, étables et bateaux de pêche endommagés.

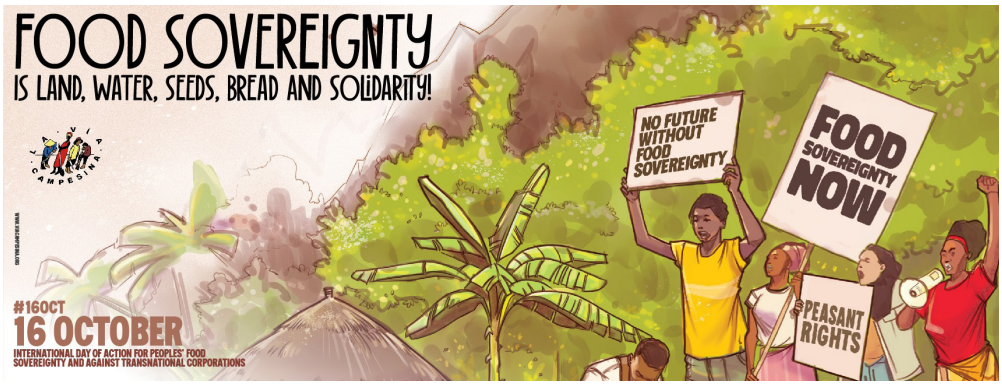
Tremblement de terre à Haïti, août 2021

Sans parler des difficultés politiques aggravées par l'assassinat du président Jovenel Moïse au mois de juillet, Haïti a subi un séisme dévastateur de magnitude 7.2 en août. Il a fait plus de 2200 victimes, plus de 12 000 blessés et un demi-million de sans-abri. Plusieurs membres des trois organisations paysannes de LVC à Haïti ont également perdu la vie ou leurs moyens de subsistance. La Via Campesina a fourni un soutien à nos organisation membre pour aider aux efforts d'aide d'urgence dans les communautés.

Inondations au Népal, octobre 2021

Trois jours de pluies diluviennes ont ravagé les districts de l'est du Népal, faisant de nombreuses victimes, submergeant les rizières et balayant ponts, routes et habitations. La Via Campesina a fourni une aide d'urgence aux familles paysannes affectées via notre organisation membre, la All Nepal Federation.

E.7 Engagement aux côtés des alliés



L'année 2021 est remarquable également par le travail mené à bien en collaboration avec d'autres mouvements sociaux et acteur•rices de la société civile au niveau mondial. Et le message clef des « 25 ans de la souveraineté alimentaire » a également trouvé écho chez les membres de l'IPC et du MSC pendant l'année.

Le Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire, IPC, reste le lieu de convergence par excellence permettant à La Via Campesina d'être en contact avec les peuples autochtones, les communautés pastorales, les pêcheur•euses et autres alliances de travailleur•euses ruraux•aless. La contre-mobilisation en opposition au Sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU fut un point de convergence.

C'était aussi l'occasion de célébrer les luttes pour la souveraineté alimentaire le 16 octobre, lors de la Journée mondiale d'actions pour la souveraineté alimentaire. Les ami•es de LVC ont mené de nombreux évènements avec FIAN, Grain, ETC Group, FoEI, WAMIP, Peoples Assembly, Urgenci, Focus on the Global South, FIMARC, World March of Women, International People's Assembly et d'autres encore.

Ces évènements communs ou autonomes se sont penchés sur les sujets de la numérisation, des fausses solutions aux changements climatiques, des luttes pour la réforme agraire, des exemples d'avancées agroécologiques et de nombreux autres sujets. Grâce au soutien de l'équipe de communication, l'articulation des femmes a créé un espace pour la collaboration avec le portail multimédia Capire (www.capiremov.org). Capire est une initiative commune de la Marche Mondiale des Femmes et des Amis de la Terre International pour faire entendre la voix des femmes au sein du mouvement et visibiliser les luttes et processus territoriaux de l'organisation.

F RENFORCEMENT DU MOUVEMENT : TEMPS FORTS DE 2021

IMAGE: La Via Campesina

F.1 Formation

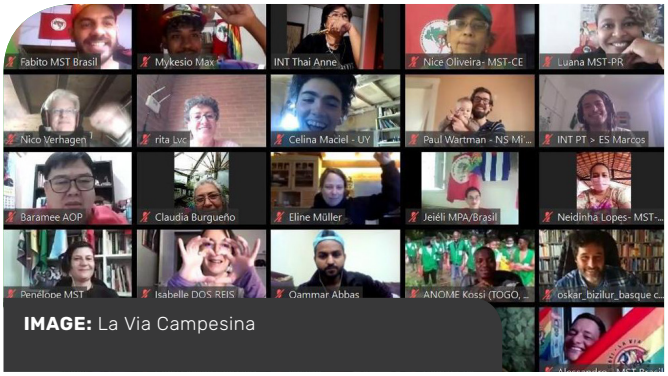


IMAGE: La Via Campesina

Par formation on entend un ensemble de processus pédagogiques que La Via Campesina établit pour fournir des perspectives politiques et techniques sur la souveraineté alimentaire et la réforme agraire. Elle est centrale dans nos efforts pour forger une conscience collective à tous les niveaux du mouvement mondial. La Via Campesina considère la formation comme un processus approfondi, systématique, étendu, continu et permanent dans toutes les strates de l'organisation. Si les ruraux ont pour tâche de produire une nourriture saine, il incombe au mouvement mondial cette tâche précieuse, libre et émancipatrice : collecter les différentes expériences et connaissances et les disséminer dans tout le réseau pour cimenter une transformation vers des sociétés souveraines et libres.

En 2021, un documentaire de 30 minutes intitulé « Un mouvement en Formation[2] » a donné voix à cette vision. Il compile une série documentaire de pratiques pédagogiques suivies par différents membres de La Via Campesina pour ses communautés militantes, particulièrement les jeunes et les femmes. Comme déjà mentionné dans la section B, le Collectif Formation a également orchestré de multiples séances de formations techniques au niveau mondial. On y a traité de nombreux sujets, notamment la Numérisation et l'Agriculture, le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires, les solutions basées sur la nature, l'histoire, l'adoption et la mise en œuvre de l'UNDROP ou encore la réforme agraire pour la souveraineté alimentaire. Toutes ces sessions, bien suivies par les représentant•es et les membres

2 https://vimeo.com/534909492

des articulations des jeunes et des femmes, visaient à creuser l'analyse politique de ces sujets en lien avec les luttes pour la souveraineté alimentaire. Le mouvement a également créé au moins six collectifs de formation régionaux.

Ils ont été à l'origine d'ateliers et de formations sur l'entreprenariat agricole, les droits d'accès et reproduction des semences, les pratiques agroécologiques et plus encore.

F.2 Communication

IMAGE: La Via Campesina

La pandémie a accéléré l'utilisation d'outils numériques dans le monde entier et, depuis 2020, nous avons de plus en plus échangé et communiqué en ligne. Cela n'a fait qu'exacerber les inégalités et la fatigue existante vis-à-vis du numérique. La participation des délégué•es d'Asie, d'Afrique, et des Amériques aux processus et campagnes mondiales a été limitée en raison de l'importance prise par le numérique..

Pourtant 2021 – en dépit de tous ces défis - a également été une année de mobilisation percutantes et de convergence des luttes mondiales. La communication de La Via Campesina pendant la période a gravité autour du message central des 25 ans de la souveraineté alimentaire et des journées internationales de solidarité et d'action célébrées par le mouvement. Nous avons pris soin de bien transmettre cet aspect positif. Plus de 80 articles sur le site, publié dans l'année en trois langues, ont réaffirmé le message clef du #PasdeFuturSansSouveraineteAlimentaire. Nous avons développé plusieurs outils de communication dans le but de renforcer la lutte collective pour la souveraineté alimentaire.

- Une série de cartes postales illustrées définissant les sept piliers de la souveraineté alimentaire, inspirée par la déclaration faite par la Via Campesina au moment du sommet mondial de l'alimentation de la FAO de 1996 a été publiée cette année.
- Toutes les régions de La Via Campesina ont produit de courtes vidéos témoignant des luttes en Asie, en Afrique, en Amérique et en Europe. LVC a publié ces vidéos via les comptes officiels sur les réseaux sociaux et via les comptes régionaux sous le tag « Voices for Food Sovereignty ».
- LVC a également produit une série d'affiches illustrées, traduites, diffusées et utilisées par les membres à l'occasion des journées mondiales d'actions de solidarité, notamment lors des 17 avril et 16 octobre.
- Dans le cadre des contre mobilisations face au sommet de l'ONU sur les systèmes alimentaires, de juin à septembre 2021, de courtes vidéos, affiches illustrées et articles médiatiques ont été créés par LVC et ses alliés. Toutes évoquaient également les luttes pour la souveraineté alimentaire. De grands médias et des médias progressistes ont publié des articles de LVC et sa déclaration du 16 octobre. Nous avons mené une action de solidarité sur les réseaux sociaux contre le sommet sur les systèmes alimentaires de l'ONU à travers le #NotInMyName et en collaboration avec le MSC (Mécanisme de la Société Civile et des peuples autochtones). Le #FoodSystems-4People a lui aussi été bien reçu et diffusé par les membres de LVC et du MSC.

La Via Campesina a mis sur pied d'autres actions de solidarité pendant l'année. En janvier, plusieurs membres de La Via Campesina ont transmis des messages de solidarité aux agriculteur•rices indien•nes manifestant avec le #ShineOnIndianFarmers. À la fin de l'année, lorsque les mouvements indiens ont enfin forcé leur gouvernement à reculer sur les trois mesures controversées qui menaçaient de laisser l'agriculture indienne à la merci des multinationales , des membres de La Via Campesina ont également exprimé leur admiration et solidarité via le #SaluteToIndiasFarmers.

La Via Campesina a également mené à bien des actions communes de solidarité en soutien aux palestinien•nes, victimes d'attaques sans précédent. La Via Campesina a aussi continué à envoyer des e-mails tenant à jour des évolutions des accords de paix en Colombie et distribué une newsletter quadrimestrielle.

En 2021, La Via Campesina a aussi travaillé en collaboration avec le réseau progressiste Capire sur de nombreux articles montrant le renforcement des luttes féministes pour la souveraineté alimentaire. Près de 45 articles en anglais, espagnol et français y ont été publiés pendant l'année.

Le bulletin Nyéléni , cet autre espace de collaboration avec le mouvement pour la souveraineté alimentaire, a publié quatre newsletters spéciales pour célébrer les 25 ans de luttes collectives. Les quatre éditions, disponibles en anglais, espagnol et français, ont été téléchargées un total de 88861 fois en 2021.

Afin de mettre au premier plan la formation politique, idéologique et technique, La Via Campesina a développé différentes publications pour accroître la compréhension des enjeux et préparer un cadre pour les luttes pour la souveraineté alimentaire.

Le mouvement travaille également sur de courtes productions audio-visuelles tels que des films d'animation. Deux films d'animation, l'un portant sur la souveraineté alimentaire et l'autre sur l'UNDROP, ont été commandés en 2021 et sortiront en 2022.

Voici les publications lancées cette année :

- « L'itinéraire du féminisme paysan populaire à La Via Campesina » - un roman graphique de 28 pages retraçant et illustrant le rôle des femmes dans la lutte mondiale pour la souveraineté alimentaire.
- Le livret d'introduction à l'UNDROP, premier d'une boîte à outils d'éducation populaire en 5 parties[3] afin de sensibiliser d'avantage, de promouvoir une compréhension approfondie et d'augmenter les capacités (par la formation) des mouvements populaires ruraux. Ce livret est un moyen de pression utilisable par la La Via Campesina pour obtenir que l'UNDROP soit appliquée. Ce livret, disponible en EN, ES et FR, a été consulté 7090 fois cumulées en 2021.
- « La Via Campesina : élaboration de contenus communs sur les semences paysannes » -le premier module de la série mensuelle en cinq parties sur « la souveraineté alimentaire grâce aux semences paysannes », visant à approfondir l'étude de la lutte mondiale pour les semences paysannes dans le contexte de la souveraineté alimentaire.

Pendant l'année, Le site internet de la Via Campesina (dans les trois langues) a reçu 920,399 visites pour 293,592 visiteurs uniques. Sur les réseaux sociaux, La Via Campesina a pour politique de n'attirer des followers que grâce aux contenus proposés. Le mouvement évite de payer pour promouvoir ses posts sur les réseaux sociaux et doit donc redoubler d'efforts pour gagner en visibilité auprès de ses followers.

Sur twitter, les comptes de La Via Campesina en EN, ES, FR ont cumulativement enregistré une hausse de 4,432 nouveaux followers et touchés potentiellement 1.6 million d'utilisateur•rices. Les trois profils combinés ont reçu un total de 286,468 visites uniques durant l'année.

La Via Campesina a également voulu populariser son nouveau compte Instagram, particulièrement fin 2021 avec 15 700 utilisateur•rices touché•es par nos postes au cours des 4 derniers mois de 2021, pour un total de 9 164 interactions (likes, partages, commentaires). 55 images et 17 vidéos postées sur le compte durant cette période comptabilisent 3211 comptes Instagram interagissant. 68% de ces utilisateur•rices s'identifiaient comme femme, et 50% sont âgé•es de 25 à 34 ans, permettant donc au mouvement de porter à cette génération de jeunes nos messages pour la souveraineté alimentaire.

Sur Facebook, La Via Campesina a totalisé 44,528 likes sur sa page et 49 750 followers. Les posts sur la page Facebook officielle ont touché 1 427 927 utilisateur•rices de facebook, avec plus de 2,5 millions de vues dans les fils des utilisateur•rices. Plus de 55% d'entre elles étaient des femmes âgées de 25 à 44 ans. En juillet (au moment des mobilisations contre le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires) et octobre (pour les 25 ans de la souveraineté alimentaire), les vidéos ont générés près de 2000 spectateur•ices actif•ves sur Facebook. Plus de 2 300 followers sur Facebook ont interagi 7 000 fois avec les différentes vidéos et diffusions de contenu sur Facebook pendant l'année.

3 Conçue par La Via Campesina et FIAN International

F.3 Système d'interprétation et de traduction

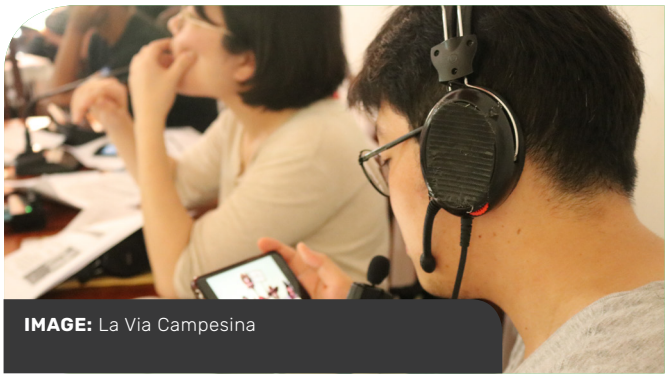


IMAGE: La Via Campesina

En tant que mouvement international, La Via Campesina a toujours dépendu des interprètes et des traducteur•rices pour établir la communication entre ses membres. En tant que tel, le réseau des bénévoles du langage qui se consacrent au soutien de LVC est aussi ancien que le mouvement lui-même. Composé de bénévoles dévoués, qu'il s'agisse d'étudiant•es, d'amateur•rices de bilinguisme ou de professionnel•les, ces traducteur•rices et interprètes ont toujours soutenu LVC parce qu'elles et ils comprennent et partagent la vision d'un monde où la souveraineté alimentaire est une réalité pour tous•tes. Chargé de veiller à ce que toutes les informations parviennent à chaque région et à leurs représentants, l'IOS travaille quotidiennement dans et avec les trois langues officielles de la LVC : l'espagnol, le français et l'anglais.

Mais tout comme le monde entier a changé sous le poids de la pandémie et s'est adapté à une nouvelle forme de vie, il en a été de même pour la dynamique des réunions et de l'interprétation.

Alors que la traduction est restée plus ou moins inchangée, le travail d'interprétation linguistique s'est multiplié, car il fallait davantage de réunions à distance de plusieurs heures pour accomplir le travail que des réunions en personne de deux ou trois jours. Cela signifiait organiser des appels nécessitant une interprétation presque tous les jours. À mesure que les réunions et les exigences à l'égard des interprètes augmentaient de façon exponentielle, les difficultés à faire le travail se sont accrues : les interprètes ont dû faire face à des conditions plus difficiles, tout en devant agir en même temps comme des techniciens du son, manipuler de multiples appareils et investir dans des équipements et des plans de données Internet pour assurer une connectivité à tout moment.

Prenant conscience de la pression supplémentaire exercée sur le réseau et en particulier sur celles et ceux qui nous soutenaient le plus souvent, il a été décidé d'introduire un nouveau mécanisme de solidarité. Celui-ci permettait, pour les interprètes qui choisissaient de le recevoir, d'offrir une contribution monétaire à toute personne fournissant plus de 10 heures par an de services d'interprétation simultanée à distance au mouvement. Ce nouveau système a été bien accueilli par les interprètes, puisqu'il leur permet désormais de donner la priorité au travail lié à LVC par rapport à d'autres missions rémunérées. Une fois que nous aurons atteint le premier anniversaire de sa mise en œuvre, le système sera évalué afin de voir s'il est maintenu ou non et, le cas échéant, si des modifications sont nécessaires pour améliorer les conditions de travail de nos bénévoles ainsi que la communication multilingue requise par la coordination internationale.

F.4 Autonomie financière

IMAGE: La Via Campesina

Le collectif autonomie financière de La Via Campesina, créé en vue de construire l'autonomie et l'autosuffisance pour les membres, met graduellement sur pied des capacités de mobilisation au sein de ses secrétariats régionaux. En 2021, le collectif, qui s'est réuni à trois reprises en mars, juin et novembre, a passé en revue les difficultés d'un mouvement social à rester autosuffisant financièrement et autonome. Le collectif a également tendu la main à des institutions progressistes proches de notre vision et comprenant les dynamiques spécifiques propres aux actions sociales pour tâcher de tisser un réseau résilient de soutien aux organisations paysannes dans le monde entier.

La VIIIe conférence internationale de La Via Campesina, prévue pour 2023 au Nicaragua, sera un moment de convergence mondiale pour toutes les organisations membres de LVC.

En 2021, le collectif d'autonomie financière a commencé à se pencher sur l'obtention des ressources nécessaires pour couvrir les besoins humains et logistiques de cette conférence internationale.

F.5 Transition du SOI

IMAGE: La Via Campesina

2021 a également été l'année de « rotation » officielle du Secrétariat international de La Via Campesina. Il déménage depuis Harare, Zimbabwe (2013-2021) hébergé par ZIMSOFF jusqu'à Bagnolet, en France où il est accueilli par la Confédération Paysanne au nom de la région ECVC (à partir de 2021). Morgan Ody, paysanne française, a repris le rôle de Coordinatrice Générale à la suite de sa prédécesseuse Elizabeth Mpofu.

LVC a dirigé cette transition officielle en deux phases : la première phase a eu lieu le 7 juillet au congrès national de la confédération paysanne et s'est concentrée sur les processus administratifs et internes tels que le recrutement, les bureaux, la mise en place de système opérationnels en France. La phase de transition politique a eu lieu le 30 novembre lors d'une cérémonie hybride (en ligne et en présentiel) liée à l'assemblée générale de ECVC.

La deuxième phase a été l'achèvement de la transition officielle du Secrétariat opérationnel international (SOI) de La Via Campesina à Bagnolet, France, accueilli par la Confédération Paysanne au nom de la Coordination Européenne de La Via Campesina (ECVC). La transition vers l'Europe permet au mouvement d'amener son histoire de luttes et d'expériences aux portes des institutions de gouvernance mondiale du continent.

IMAGE: La Via Campesina

G ET DEMAIN ?

IMAGE: La Via Campesina

La Via Campesina entame à présent sa quatrième décennie d'existence. Les premières graines d'un mouvement paysan organisé mondial furent semées lors d'un rassemblement d'organisations à Managua en 1992 et notre mouvement est né officiellement lors de sa 1ere conférence internationale à Mons, Belgique, en 1993. Au cours de ces trente dernières années, le mouvement s'est étendu dans 81 pays via 182 organisations nationales membres. Ce moment de luttes collectives s'est vu couronné de succès dans sa dénonciation des conséquences dévastatrices des accords de libre-échange et en promouvant la souveraineté alimentaire comme principe indispensable à la construction alternatives.

Le monde entier vit aujourd'hui une prise de conscience collective. Les guerres, les conflits, les pandémies, les catastrophes climatiques ont perturbé l'agriculture paysanne locale. Le système alimentaire industriel mondial, promoteurs de la monoculture intensive et des engrais chimiques, a bel et bien échoué face au défi d'une alimentation saine et nourrissante pour tous et toutes. La faim se répand et même les nations les plus développées économiquement reconnaissent qu'un pays incapable de nourrir ses citoyen•nes ne saurait être véritablement libre. La souveraineté alimentaire, après avoir été acceptée au sein d'institutions telles que la FAO et le CSA, gagne désormais partout le terrain politique. Cela étant, il faut aussi reconnaître que des mouvements politiques chauvins, patriarcaux et étriqués menacent de s'approprier la souveraineté alimentaire et de la réduire à une seule obsession : fermer les frontières aux étranger•es.

Dans ce contexte il est plus urgent que jamais que La Via Campesina et les mouvements citoyens du monde entier portent leur vision d'une souveraineté alimentaire atteinte grâce au féminisme et à la solidarité. Comme nous l'affirmions dans le manifeste 2021 de La Via Campesina, ce principe propose un avenir collectif, et définit les principes autour desquels organiser notre quotidien et coexister avec la Terre Mère. C'est une véritable célébration de la vie et de la diversité qui nous entoure. Il inclut tout notre cosmos : le ciel au-dessus de nos têtes, la terre sous nos pieds, l'air que nous respirons, les forêts, les montagnes, les vallées, les fermes et les océans, rivières et étangs. Il reconnaît et protège l'interdépendance des millions d'espèces avec lesquels nous partageons cette maison.

La Déclaration des Nations unies sur les droits des paysan•nes et autres personnes travaillant dans les zones rurales le réaffirme dans son article 15.4 qui stipule : « Les paysan•nes et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir leurs systèmes alimentaires et agricoles, droit reconnu par de nombreux États et régions comme le droit à la souveraineté alimentaire. Ceci inclut le droit de participer aux processus décisionnels concernant la politique alimentaire et agricole et le droit à une nourriture saine et suffisante produite par des méthodes écologiques et durables respectueuses de leur culture. »

L'agroécologie paysanne, fondamentale pour assurer la souveraineté alimentaire dans nos territoires, est désormais reconnue à la FAO comme l'un des piliers de la lutte contre le réchauffement climatique. Les rapporteurs spéciaux aux Nations unies actuels et passés ont reconnu la souveraineté alimentaire comme une idée simple mais puissante, transformatrice potentielle du système alimentaire mondial en favorisant les petits producteur•rices.

Pourtant, nous avons devant nous un chemin truffé d'obstacles.

Les défenseurs de l'ordre du monde capitaliste réalisent que le concept de souveraineté alimentaire s'attaque à leurs intérêts financiers. Ils préfèrent un monde de monoculture et de goûts homogènes, où la nourriture peut être produite industriellement par des travailleur•euses mal payé•es dans de lointaines usines. Et ce au mépris des conséquences écologiques, humaines et sociales. Ils préfèrent faire des économies d'échelle à des économies locales robustes. Ils choisissent un libre marché mondial (reposant sur la spéculation et une concurrence impitoyable) plutôt que des économies solidaires qui requièrent des marchés territoriaux plus solides (les marchés paysans locaux) et une participation active des producteur•rices locaux. Ils préfèrent des banques foncières pour remplacer les petit•es producteur•rices par de l'agriculture contractuelle industrielle. Ils répandent dans nos sols des poisons pour de meilleurs rendements à court terme, ignorant les atteintes irréversibles à la santé des sols. Leurs chalutiers râcleront encore le fond des océans et des rivières, piégeant les poissons pour les vendre sur le marché mondial tandis que les communautés locales meurent de faim. Ils continueront à chercher à vouloir s'approprier les semences paysannes avec des brevets et des traités sur les semences. Les accords de libre-échange qu'ils font rédiger chercheront encore à réduire les droits de douane qui protègent nos économies locales.

Rien de tout cela ne nous surprend. Celles et ceux qui sont condamnés à la marge de nos sociétés ce système capitaliste cruel et engloutissant tout, n'ont pas d'autre choix que de contre attaquer. Nous devons résister et montrer que nous existons. Il ne s'agit pas de notre seule survie, mais de celle des générations futures et d'un mode de vie ancestral. C'est pour l'avenir de l'humanité que nous défendons notre souveraineté alimentaire.
Cela n'est possible que si nous réaffirmons que toute proposition politique locale, nationale ou internationale doit découler des principes de la souveraineté alimentaire. Ce combat doit être mené par les jeunes paysan•nes et travailleur•euses de notre mouvement mondial. Nous devons nous répéter que le seul moyen de nous faire entendre c'est d'unir et de tisser de nouvelles alliances à l'intérieur et au-delà de toutes les frontières. Syndicats et acteur•rices de la société civile, gouvernements progressistes, universitaires, scientifiques et technophiles doivent se rassembler pour défendre cette vision de notre avenir. Les femmes paysannes et autres minorités de genre opprimées doivent trouver leur juste place au sein de notre mouvement et à tous les niveaux. Nous devons semer les graines de la solidarité dans notre communauté et répondre à toutes les formes de discrimination qui divisent les sociétés rurales.

La souveraineté alimentaire est un manifeste pour l'avenir, pour une vision féministe accueillant la diversité. C'est une idée qui unit l'humanité et nous met au service de la Terre Mère qui nous nourrit corporellement et spirituellement.

Pour la défendre, nous sommes uni•es.

LA VIA CAMPESINA
2022

La Via Campesina est un mouvement international qui défend une agriculture durable de petite échelle comme moyen de promouvoir la justice sociale et la dignité. Il rassemble des millions de paysannes et de paysans, de petit·es et de moyen·nes producteur·rices, de sans terre, de femmes et de jeunes du monde rural, d'indigènes, de migrants et de travailleurs agricoles.

Le mouvement s'oppose clairement à l'agriculture industrielle et aux entreprises multinationales qui détruisent les personnes et l'environnement. Le mouvement comprend 182 organisations locales et nationales dans 81 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques.

LA VIA CAMPESINA

Mouvement paysan international

Secrétariat international

Rue Robespierre 104, 93170.
Bagnolet, France

Email: viacampesina@viacampesina.org
Website: www.viacampesina.org
and tv.viacampesina.org

Facebook
ViaCampesinaOfficial

Twitter
@via_campesina
@via_campesinaSP
@viacampesinaFR